

CHRISTOPHE
GUILLOY LES
DÉPOSSÉDÉS

*« L'instinct de survie des classes
populaires est la seule réponse
à la promesse du chaos. »*

Champs

LES DÉPOSSÉDÉS

Du même auteur

Atlas des fractures françaises, L'Harmattan, 2000

Atlas des nouvelles fractures sociales en France (avec
Christophe Noyé), Autrement, 2004

Fractures françaises, François Bourin, 2010 ; Champs
Flammarion, 2019

La France périphérique, Flammarion, 2014 ; Champs
Flammarion, 2015

Le Crépuscule de la France d'en haut, Flammarion,
2016 ; Champs Flammarion, 2017

No Society, Flammarion, 2018 ; Champs Flammarion,
2019

Le Temps des gens ordinaires, 2020 ; Champs Flammarion,
2021

Dialogue périphérique (avec Sacha Mokritzky), Zinc,
2022

Christophe Guilluy

LES DÉPOSSÉDÉS

L'instinct de survie
des classes populaires

Champs actuel

© Editions Flammarion, Paris, 2022.
© Editions Flammarion, Paris, 2023,
pour cette édition « Champs ».
ISBN : 978-2-0804-2985-8

À L.

Préambule

L'impression est étrange. Les classes dominantes n'ont jamais autant concentré de pouvoirs, accumulé de richesses, verrouillé le narratif politico-médiatique et, dans le même temps, n'ont jamais paru aussi faibles, incompetentes et ridicules. De leur côté, les classes populaires, pourtant reléguées économiquement et culturellement, n'ont jamais autant inquiété.

C'est dans cette « drôle de guerre » qu'a émergé à la fin du XX^e siècle une contestation qui ne ressemble à aucun des mouvements sociaux des siècles passés. Elle n'est conduite par aucun parti, aucun syndicat, aucun leader, mais par des gens ordinaires. Ses ressorts profonds, et c'est bien là sa spécificité, ne sont pas seulement matériels, mais surtout existentiels.

Elle n'est pas animée par une conscience de classe, mais par le constat d'avoir été dépossédé de ses prérogatives, d'avoir peu à peu été mis au bord du monde. Sa force et sa sérénité tiennent à son inscription dans le temps long. Ce mouvement

bouscule en effet les tenants du présent perpétuel et de l'agitation permanente. Sa dimension immatérielle le rend inarrêtable, et surtout insaisissable aux yeux d'élites dirigeantes jusqu'alors habituées à tout régler avec des chèques.

Ce mouvement n'est pas un remake des *Misérables*, il est bien plus que cela, il est celui des dépossédés. Celui d'une majorité ordinaire qui s'est autonomisée et n'entend plus désormais se plier aux directives de ceux qui lui expliquent comment vivre ou survivre et comment se comporter.

Au fil du temps, cette protestation irrésistible et protéiforme est devenue majoritaire. Portée par la volonté d'imposer un retour aux réalités sociales et culturelles de la vie ordinaire, elle fait implorer le récit de ceux qui nous promettaient le meilleur des mondes.

I.

La mer

1.

L'accès à la mer

C'est dans la nuit du 7 au 8 juin 1936 que la CGT et le patronat de la Confédération générale de la production française signent à Matignon l'accord historique qui portera la durée du travail à quarante heures, imposera une augmentation des salaires, établira les droits syndicaux et offrira aux salariés des congés payés. Un mois plus tôt, le succès électoral d'une coalition de partis de gauche réunie sous l'étiquette d'un « Front populaire » avait éveillé l'espoir d'une amélioration des conditions de travail et de vie. Cette aspiration avait déclenché partout en France un mouvement de grève et d'occupation d'usines inédit. Mille deux cents piquets de grève seront recensés, et on estime à 2 millions le nombre de travailleurs qui auraient débrayé. Quatre jours après cet accord, le secrétaire général du Parti communiste français, Maurice Thorez, déclarait qu'il « fallait savoir terminer une

grève quand satisfaction a été obtenue ». Le 20 juin 1936, le gouvernement du Front populaire annonce octroyer deux semaines de congés payés à l'ensemble des salariés.

Les ouvriers allaient pouvoir « voir la mer » et y séjourner. Mais, dans leur grande majorité, les ouvriers n'avaient évidemment les fonds ni pour s'offrir des vacances ni pour se déplacer. À l'époque, la voiture est un bien quasi inaccessible, ce moyen de locomotion est d'abord celui des grande et petite bourgeoisies. Conscient de cette réalité, le sous-secrétaire d'État à l'Organisation des loisirs et des sports, Léo Lagrange, impose, malgré les réticences des compagnies ferroviaires, des billets à tarifs réduits. Mis en vente le 3 août 1936, le « billet populaire de congés payés » permet de prendre le train avec 60 % de réduction, à condition de parcourir au moins 200 kilomètres ; une distance qui n'est pas choisie par hasard, puisqu'elle ouvre les plages de la Manche aux bastions ouvriers de la région parisienne et du Nord. Les gares sont alors prises d'assaut. L'atmosphère est joyeuse ; la liesse, la légèreté, les larges sourires seront abondamment immortalisés par des cinéastes et des photographes (Doisneau et Cartier-Bresson notamment). Réservé hier aux privilégiées, l'accès à la mer illustre un basculement culturel.

Précisons quand même que ces scènes devenues iconiques sont trompeuses. Contrairement aux

images d'Épinal, les mesures du Front populaire n'ont pas entraîné une ruée vers la mer. En réalité, on estime que sur les 10 millions de Français qui bénéficiaient des deux semaines de congés payés, à peine 5 % purent prendre des vacances¹. Les nouveaux vacanciers n'avaient pas les moyens d'aller bien loin. La plupart choisirent en effet des destinations très proches de leur domicile. Par exemple, les bords de Seine ou de Marne pour les Franciliens.

Cependant, le choix de ceux qui décident de dépasser les 200 kilomètres des « billets Léo Lagrange » se porte effectivement sur le bord de mer. Des ouvriers se rendent alors sur les plages de la Manche, de la Méditerranée et de l'Atlantique. Beaucoup ne l'ont jamais vue, la mer, ils se dirigent donc logiquement vers les stations à la mode dont ils ont entendu parler et surtout vers celles pourvues de gares ferroviaires. En quelques jours, les lieux de villégiature de la bourgeoisie, Cabourg, Deauville, Houlgate, Le Touquet, Dinard, La Baule au nord, Nice, Cannes, Arcachon, Biarritz au sud, voient leur population exploser.

La mer, les baignades, les golfes clairs, les reflets d'argent sont au rendez-vous... l'altérité sociale aussi. L'irruption de la classe ouvrière dans ces lieux

1. Marc Boyer, *Histoire du tourisme de masse*, PUF, 1999.

d'endogamie bourgeoise provoque des tensions inédites.

L'arrivée massive des classes populaires au cœur de petites stations balnéaires est à l'origine d'un choc de cultures. Pour la première fois, les riches vont devoir partager leur terrain de jeu. Pique-nique, pétanque, camping : le mode de vie populaire surgit dans des lieux régis depuis toujours par les normes et coutumes des privilégiés. Cette cohabitation forcée génère les critiques à l'égard de ceux qu'on appelle méprisamment « les congés payés » et dont on raille les tenues de bain et le marcel.

Très vite, la bourgeoisie pense à la suite. Il ne lui suffira que de quelques années pour réorganiser ses lieux de villégiature. Après la guerre, l'offre saisonnière se segmente. Les villas de luxe pour elle, les locations bas de gamme pour les petits revenus. Par ailleurs, elle est aidée par les élus qui autorisent ou non l'installation de campings dans leurs communes. De leur côté, dès les années 1960, les ultra-riches optent pour une séparation radicale : le yacht, dont le marché explose pendant les Trente Glorieuses, et qui correspond à l'avènement du tourisme populaire de masse.

Si les congés payés font partie des grands acquis sociaux de la classe ouvrière, l'accès à la mer revêt une dimension hautement symbolique et dépasse de loin la question sociale. L'accès aux littoraux mais aussi aux paysages lointains modifie l'horizon

des plus modestes, qui se limitait hier à leurs lieux de vie : quartiers et communes des grands bassins industriels pour les ouvriers, campagnes pour ceux qu'on n'appelait pas encore les ruraux. L'accès à la mer est donc plus qu'une avancée sociale, il représente également une avancée culturelle. À l'été 1936, les catégories populaires accèdent à l'horizon, élargissent leur champ de vision et se rendent visibles non plus seulement comme les rouages indispensables de l'économie, mais aussi comme un ensemble culturel incontournable.

Retour à la case départ

Plus de quatre-vingts ans plus tard, en 2022, le petit village de Caurel dans les Côtes-d'Armor est le théâtre d'un attentat. Une résidence secondaire vient d'être incendiée. De la maison entièrement brûlée ne restent que les murs ainsi que deux inscriptions faites au pochoir, en guise de revendication : « FLB ». Une référence au Front de libération de la Bretagne et à ses centaines d'attentats commis entre 1966 et 2000¹. La presse locale

1. Le Front de libération de la Bretagne est une organisation indépendantiste bretonne clandestine créée en 1966. Avec sa branche armée l'ARB (Armée révolutionnaire bretonne), elle demande la réunification de la Bretagne et son indépendance.

s'enflamme à son tour. *Le Télégramme*¹ s'interroge : « Faut-il craindre un retour de la lutte armée en Bretagne ? »

Le journal précise que la menace est désormais explicitement revendiquée depuis plusieurs mois, au gré d'une série de dégradations et de destructions, et d'un ultimatum signé « FLB ». En janvier, une autre habitation était dégradée dans le même village, qui compte 60 % de résidences secondaires². Avec la même signature.

Il y a quelques décennies, c'est en Corse que ce genre d'actions était mené, lorsque le FLNC³ dynamitait des villas appartenant à des continentaux ou à des étrangers. Moins nombreux aujourd'hui, les attentats n'ont pas disparu dans l'île. Le 7 avril 2022, à Ghisonaccia, une résidence secondaire de continentaux a été visée. Une bouteille de gaz couplée à un dispositif explosif a été retrouvée sur place. La veille, une autre résidence secondaire appartenant elle aussi à des continentaux avait été partiellement détruite à Canale-di-Verde. Par

1. « Le retour du Front de libération de la Bretagne », *Le Télégramme*, 27 juin 2022.

2. D'après l'Insee, entre 1968 et 2018, le nombre de résidences secondaires a été multiplié par 3,6 sur le littoral breton. En parallèle, le nombre d'annonces de locations saisonnières a explosé, créant des tensions immobilières inédites.

3. Le Front de libération nationale corse est un mouvement nationaliste radical patriote corse créé en 1976.

ailleurs, on voit réapparaître les inscriptions « IFF » (« I Francesi Fora », « les Français dehors ») un peu partout.

En Corse, où un logement sur trois est une résidence secondaire (record national ¹), la prolifération des résidences secondaires est un sujet très sensible pour les habitants et une préoccupation relayée notamment par les nationalistes. Les propriétaires continentaux qui séjournent pour les vacances ou louent leur bien pendant la saison estivale, au détriment des hôteliers, font en effet flamber les prix de l'immobilier et empêchent souvent les jeunes ménages corses d'accéder à la propriété.

Ce constat est le même sur l'ensemble des littoraux. Il pose une question de fond, celle de l'accès au logement des jeunes et des actifs dans ces zones tendues et in fine celle du droit de travailler, de vivre et donc de se loger « au pays ».

Les actions violentes ne sont que la partie émergée d'une contestation qui tend à se généraliser. Un peu partout sur le littoral, de la Bretagne à la côte basque, les manifestations se multiplient. Des collectifs ² et des élus se mobilisent pour trouver les moyens juridiques de freiner la prolifération de résidences secondaires et le « tsunami Airbnb » qui

1. *Insee Première*, n° 1871, août 2021.

2. « Pays basque : un tsunami Airbnb », *Le Figaro*, 8 juin 2022.

l'accompagne. Si les murs du Pays basque nous rappellent que « Euskal Herria Ez da Salgai » (« le Pays basque n'est pas à vendre »), la mécanique du marché ne semble pas près de s'arrêter. Car cette pénurie de l'offre de logements est la conséquence directe d'une évolution des modes de vie, notamment ceux des classes supérieures et des retraités aisés.

En Bretagne comme ailleurs, c'est la bourgeoisie qui « raffe » l'immobilier local ¹, et l'impact de cette captation se fait déjà sentir sur la vie locale. La Couarde-sur-Mer, commune rétoise de 1 200 âmes, qui, en une vingtaine d'années, a perdu la moitié de son effectif, peine à empêcher la fermeture de son école. Patrick Rayton, le maire, sonne l'alarme : « Le phénomène est semblable partout sur l'île. Nous avons actuellement plus d'une centaine de familles en attente d'une location à l'année !² » En Bretagne, pour limiter le nombre de résidences secondaires, la coordination « Un logement pour tou.te.s » rappelle que, dans cette région, « il y a 330 000 logements vides neuf mois sur douze » et propose donc de placer toute la Bretagne en zone tendue afin de surtaxer les résidences

1. « Bretagne : quand les Parisiens raffent l'immobilier », *L'Obs*, 13 août 2021.

2. « La révolte des villes touristiques contre le système Airbnb », *Le Figaro*, 9 juin 2022.